

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 19/12/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/10/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### GRAND BESANCON METROPOLE (CU)

4 rue Plançon  
25043  
25000 Besançon

Références : UID257090/SPR/MV/2024-1104A  
Code AIOT : 0005900119

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/10/2024 dans l'établissement GRAND BESANCON METROPOLE (CU) implanté 16 rue Edouard Belin lieu-dit "Aux Emiguettes" 25000 BESANCON 25000 BESANCON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAND BESANCON METROPOLE (CU)
- 16 rue Edouard Belin lieu-dit "Aux Emiguettes" 25000 BESANCON 25000 BESANCON

- Code AIOT : 0005900119
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Ville de Besançon – Seve est une chaufferie urbaine qui alimente le réseau de chaleur de Besançon Planoise et des Hauts de Chazal. La compétence concernant la chaufferie et le réseau de chaleur a été transférée de la ville de Besançon au Grand Besançon, devenu depuis Grand Besançon Métropole. Un nouveau contrat de délégation de service public (DSP) va débiter avec la société ENGIE Réseaux pour une durée de 12 ans. La société SEVE a changé de nom et est devenue la société CELSIUS.

L'établissement est équipé d'une chaufferie historique composée de 6 chaudières (G1, G3, G4, G5, G6, générateur Mock) et d'une nouvelle chaufferie composée de 3 chaudières (G7, G8 et G9). Les générateurs G3 et G4 sont à l'arrêt.

L'établissement relève du chapitre II de la directive IED au titre de la rubrique 3110 – Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50MW.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Plans d'urgence

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 11/12/2013, article 7.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
3	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 11/12/2013, article 7.8.3	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
6	conditions générales de rejet	Arrêté Préfectoral du 11/12/2013, article 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois
7	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/12/2013, article 3.2.4	Demande d'action corrective	6 mois
8	Quantité maximale rejetée	Arrêté Préfectoral du 11/12/2013, article 3.2.5	Demande d'action corrective	6 mois
9	Rétention	Arrêté Préfectoral du 11/12/2013, article 7.1.11	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 11/12/2013, article 7.8.3	Sans objet
4	Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
5	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/12/2013, article 8.2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a pu être constaté lors de la visite que l'exploitant doit, conformément aux éléments mentionnés dans son étude de dangers, mettre en place un POI commun avec les établissements voisins ou, en l'absence d'un tel plan, mettre à jour son étude de dangers.

Suite aux modifications des installations de combustion, certaines prescriptions relatives aux rejets atmosphériques doivent être revues et des éléments justificatifs doivent être fournis par l'exploitant concernant la surveillance de ces rejets.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan d'opération interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2013, article 7.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit un plan d'opération interne définissant les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis en amont de la visite un document « Plan d'urgence incendie » mis à jour le 15/08/2024 pour le site « Réseau de chaleur planoise et hauts de Chazal : Celsius » correspondant à la chaufferie avec les chaudières G1, G5, G6 MOCK, G7, G8, G9 et le transformateur. Ce document équivalent au plan d'opération interne comporte notamment un descriptif du site, les numéros de téléphone et le personnel du site, la localisation des fiches de données de sécurité, un descriptif de la centrale incendie et de la centrale gaz, le schéma d'alerte en cas d'incendie, les plans du site, les comptes-rendus des exercices, et les scénarios issus de l'étude de dangers de 2022.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 2 : Etude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2013, article 7.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des recommandations, mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une étude de dangers relative à l'ICPE n°1 chaufferie grand Besançon. Ce document daté du 17 janvier 2022 et référencé 12405626-1/ 1-7FEWB67 indique que « les personnes travaillant au niveau de l'UVE peuvent ne pas être comptées comme exposées car incluses dans le plan d'urgence (ou POI) de l'établissement. »  Cependant il s'avère que le POI de l'établissement, mentionné au constat précédent, n'inclut pas le personnel de l'UVE. Il s'agit en effet d'un POI interne à la chaufferie, et non pas d'un POI commun à la chaufferie ainsi qu'à l'UVE.  L'exploitant doit en conséquence, mettre en place un POI commun ou revoir son étude de dangers notamment au niveau de la cotation en gravité en intégrant le personnel de l'UVE.  Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'un POI commun est en cours de rédaction entre la chaufferie, l'UVE et la cogénération. Celui-ci sera finalisé pour le 1 <sup>er</sup> trimestre 2025. L'exploitant précise qu'il a également pris contact avec le SDIS pour la mise à jour du plan ETARE.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, avant le 31 mars 2025 : un POI commun à la chaufferie / l'UVE / la cogénération, ou une mise à jour de son étude de dangers.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

**N° 3 : Plan d'opération interne**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/12/2013, article 7.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Le plan d'opération interne prend en compte tous les scénarios d'accidents pouvant se produire dans le nouveau bâtiment et sur l'ensemble des installations du site de la chaufferie de Planoise. [...] Des exercices de lutte contre l'incendie sont programmés périodiquement en accord

avec monsieur le directeur des services départementaux d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  Cf partie confidentielle
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Lors de la création du POI commun les scénarios d'accident relatifs à l'ensemble du site devront être intégrés. Le POI mis à jour devra être transmis à l'inspection des installations classées avant le 31 mars 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

#### N° 4 : Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Equipements et procédures concourant à la maîtrise des risques. A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : <ul style="list-style-type: none"> <li>-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;</li> <li>-la tenue à jour des procédures ;</li> <li>-le test des procédures incident/ accident ;</li> <li>-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces actions sont tracées.</li> </ul> B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. [...]
<b>Constats :</b>  Il a été procédé par échantillonnage à la vérification de certains équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers du 17 janvier 2022 - référencée 12405626-2/1-7FEWB67 à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la présence des équipements suivants au niveau de chaufferie historique : vanne manuelle de coupure d'alimentation en gaz au niveau des chaudières G1 et G5, deux vannes automatiques redondantes en extérieur assurant la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée, centrale de détection gaz pour G1 et G5 avec alarme sonore</li> </ul>

et visuelle ;

- présence d'un mur béton de 6,50 m de hauteur côté rue de Dole au niveau de la zone de stockage biomasse ;

- la présence de procédure notamment pour le chargement/ déchargement de fioul domestique. Cette procédure contient des informations relatives à l'entreprise, la nature de l'opération, les informations sur la marchandise, la date de réalisation de l'opération, l'analyse de risque de l'opération, les EPI nécessaires, le plan de circulation sur le site et les consignes générales de sécurité.

Les procédures « Intervention dans une fosse ou stockage bois » et « manipulation de produits chimiques » rédigées sous le même format ont également été présentées le jour de l'inspection ;

- Concernant les procédures incident/ accident, l'exploitant dispose de fiches réflexes et d'un registre incident/accident. Chaque événement de ce type est remonté au niveau hiérarchique avec les mesures correctives à mettre en place. Un exemple de fiche incident et situation dangereuses en date du 01/10/2024 a été présenté le jour de l'inspection. L'exploitant a également présenté son fichier de suivi général relatif aux nombres de causerie sur le sujet des incidents/ accidents, l'avancement des actions et l'accidentologie. 29 causeries ont été réalisées sur le sujet des incidents/ accidents au cours de l'année 2024.

- Concernant la formation du personnel, l'exploitant dispose d'un dossier informatisé comportant l'ensemble des formations à réaliser par agent avec un fichier de suivi de formation qui a été présenté lors de la visite. L'exploitant a indiqué qu'un travail était réalisé avec le niveau national pour le suivi et la programmation des formations.

- Pour les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques, l'exploitant dispose de contrats de maintenance. Les vérifications sont suivies au niveau du dossier informatisé « contrôles réglementaires ». Il a été réalisé par sondage à la vérification des opérations d'entretiens au niveau de la détection gaz. Le rapport de maintenance réalisé par Teledyne en 2024 a été présenté ainsi que le rapport du test d'étanchéité des tuyauteries de l'APAVE de décembre 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/12/2013, article 8.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Le programme comprend au minimum les fréquences de mesures suivantes:

Installations 1 : chaudières existantes (G1, G5,G6 et MOCK)

Polluants : SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, O<sub>2</sub>, CO, poussières - Mesure en continu

Polluants : COV, HAP, métaux - Annuelle

Installations 2 : Nouvelles chaudières (G7, G8 et G9)

Polluants : SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, O<sub>2</sub>, CO, poussière - Mesure en continu

Polluants : COV, HAP, métaux - Annuelle

Polluants : NH3 : 2 fois/an

Si le combustible est exclusivement du gaz naturel, les exigences relatives à la surveillance des émissions de SO<sub>2</sub>, de métaux toxiques, de HAP, de COV et de poussières ne s'appliquent pas.

### Constats :

L'exploitant a transmis en amont de la visite d'inspection les bilans annuels de la surveillance et des opérations.

Il est rappelé que, pour l'alimentation du réseau de chaleur, la priorisation des moyens de production de chaleur est la suivante:

- vapeur en provenance de l'UVE;
- cogénération en cas d'appel de production d'électricité par le réseau électrique;
- chaudières biomasse G7 et G8, puis G6;
- chaudières au gaz naturel G9, G1 et G5.

Ainsi l'exploitant privilégie l'utilisation de la chaleur fatale (UVE et cogénération lorsque celle-ci fonctionne pour approvisionner le réseau électrique), puis l'utilisation des générateurs biomasse. Les chaudières G7 et G8 peuvent assurer une régulation de puissance entre 3 et 8MW. La chaudière G6 fonctionne quant à elle à régime constant à 5-6MW. Le générateur G9 peut assurer un suivi de charge de 0 à 19MW. Les générateurs G1 et G5 sont utilisés pour les pointes de consommation. Le générateur MOCK est utilisé en secours pour l'alimentation en vapeur de la blanchisserie de l'hôpital, en cas d'arrêt de l'UVE.

Il est fait état dans le bilan 2023 des éléments suivants :

- Les paramètres NOx, O<sub>2</sub>, CO, poussières sont suivis en continu pour les générateurs G1, G5, G6, G7, G8 et G9. En ce qui concerne le paramètre SO<sub>2</sub>, il est également suivi en continu pour l'ensemble de ces générateurs à l'exception du G9 pour lequel la mesure est effectuée une fois par semestre.

Cette information tient compte du fait que l'exploitant a transmis en 2021 un rapport à connaissance relatif au changement de combustible pour certaines chaudières dont G1 qui est passé du fioul lourd (FOL) au gaz naturel. Pour tenir compte de cette modification, les prescriptions de l'arrêté préfectoral nécessitent d'être mises jour tout comme le chapitre B.1 "Programme d'auto-surveillance des rejets atmosphériques" du bilan.

Toutefois, depuis les modifications intervenues en 2022 :

- la chaudière G1 destinée à l'écrêtage des pointes fonctionne exclusivement au gaz (passage au tout gaz) et est considérée comme une installation nouvelle (du fait du changement du brûleur) et est soumise au respect des mêmes niveaux d'émission et de surveillance que G9.
- la chaudière G5 ne fonctionne plus qu'au gaz naturel.

Dès lors le programme minimal de surveillance est dorénavant identique pour les équipements G1, G5 et G9 et est d'ores et déjà prescrit à l'article 8.2.1 de l'AP 1 de 2013, à savoir mesures en continu en O<sub>2</sub>, NOx, CO puisque l'arrêté prévoit que "Si le combustible est exclusivement du gaz naturel, les exigences relatives à la surveillance des émissions de SO<sub>2</sub>, de métaux toxiques, de HAP, de COV et de poussières ne s'appliquent pas." Du coup, seuls les paramètres NOx, O<sub>2</sub> et CO sont obligatoirement à surveiller réglementairement pour ces 3 chaudières.



- les paramètres COV (NM), HAP, métaux sont analysés 1 fois par an pour l'ensemble des générateurs à l'exception du paramètre métaux qui n'est pas analysé pour le G9 (étant rappelé que ce n'est pas obligatoire).

- le paramètre NH3 est analysé une fois par an pour G6, G7, G8 G9 alors que l'arrêté mentionne une fréquence de deux fois par an. L'exploitant a indiqué que les générateurs fonctionnent surtout l'hiver et que les injections d'urée ne sont plus réalisées.

- les paramètres HCl, HF sont analysés une fois par an pour G6, G7, G8 et G9

- les paramètres dioxines et furanes sont analysés une fois par an pour G6, G7 et G8.

L'exploitant respecte les fréquences imposées. Pour tenir compte des modifications porter à connaissance en 2021, l'article 8.2.1 sera mis à jour dans le prochain arrêté préfectoral complémentaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : conditions générales de rejet

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/12/2013, article 3.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, conditions générales de rejet

**Prescription contrôlée :**

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit n°1 fuel lourd	61.80	S O forme camembert	27 400 à 3% d'O <sub>2</sub>	8
conduit n°4 charbon	61.80	S O forme camembert	32 500 à 6% d'O <sub>2</sub>	8
conduit n°5 Fuel /GN	61.80	S O forme camembert	12 500 à 3% d'O <sub>2</sub> pour le fuel et 11500 à 3% d'O <sub>2</sub> pour le gaz	8
conduit n°6 bois biomasse	24	circulaire diamètre 0.9	12000 à 6% d'O <sub>2</sub>	8
conduit n°7 biomasse	25.3	1.05	24 850 à 6% d'O <sub>2</sub>	8

biomasse			d'O2	
conduit n°8 biomasse	25.3	1.05	24 850 à 6% d'O2	8
conduit n°9 Gn	25.3	1.05	23 360 à 3% d'O2	8

#### Constats :

L'exploitant a transmis en amont de la visite les compte-rendus de mesures des rejets atmosphériques réalisés par Bureau Veritas pour l'année 2023. Ceux-ci font état des éléments suivants :

- G1 : « L'installation n'ayant pas atteint la puissance nominale lors des mesures, la déclaration de conformité par rapport à la VLE en vitesse d'éjection de 8 m/s n'est pas réalisée ».
  - G5 : vitesse d'éjection moyenne 5,42 m/s
  - G6 : vitesse d'éjection moyenne 7,24 m/s
  - G7 : vitesse d'éjection moyenne 5,42 m/s
  - G8 : vitesse d'éjection 6,44 m/s
- alors que les installations ont été contrôlées en marche normale.

L'exploitant a expliqué lors de la visite que les cheminées ont été surdimensionnées au niveau de la hauteur, ce qui entraîne un impact moindre des faibles vitesses d'éjection.  
Il a par ailleurs, indiqué que des modifications allaient être effectuées au niveau des cheminées.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- soit modifier ces cheminées (par exemple en mettant en place un convergent au niveau de chaque cheminée) de sorte que les vitesses d'éjection respectent la vitesse d'éjection minimale fixée à 8 m/s ;
- soit demander un aménagement de la prescription en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, avec tous les éléments d'appréciation permettant de garantir l'absence d'impact au niveau de la dispersion et du risque sanitaire compte tenu notamment de la hauteur des cheminées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 12 mois

N° 7 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Paramètres / concentration en mg/Nm3	générateur G1 fuel lourd	générateur G4 charbon	générateur G5 mixte fuel / GN	Générateur G6 bois biomasse	générateur G7 bois biomasse	générateur G8 bois biomasse	générateur g9 gaz naturel
Taux d'O2 ou de Co2 de référence	3% O2	6% O2	3% O2	6% O2	6% O2	6% O2	3% O2
Poussières	30	30	30/5	30	20	20	5
So2	1700	2000	1700/35	300	200	200	15
Nox	450	600	450/225	300	200	200	100
CO	100	300	100/100	300	150	150	100
Cd+ Hg+ Tl et leurs composés	0.1	0.1	0.1/--	0.1	0.1	0.1	/
Cd, Hg, Tl et leur composés (par métal)	0.05	0.05	0.05/--	0.05	0.05	0.05	/
As+Se+T e et leurs composés	1	1	1/--	1	0.1	0.1	/
Pb et ses composés	1	1	1/--	1	1	1	

Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+ Zn et leurs composés	10	10	10/--	10	1	1	
HAP	0.1	0.1	0.1/0.1	0.1	0.01	0.01	/
COV en carbone total	110	110	110/110	110	50	50	/
HCl	/	/	/	/	10	10	/
HF	/	/	/	/	5	5	/
dioxines	/	/	/	/	0.1 ng/N m3	0.1 ng/N m3	/
NH3	/	/	/	/	20	20	/

#### Constats :

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les bilans annuels de la surveillance et des opérations relatifs à l'autosurveillance ainsi que les rapports de mesures des émissions atmosphériques réalisés par Bureau Veritas pour les années 2021, 2022, 2023.

Ce bilan annuel comporte en annexe les résultats du contrôle annuel devant être effectué par un organisme agréé (Cf. avant dernier alinéa de l'article 8.2.1 de l'arrêté d'autorisation du 11/12/2013).

Ces rapports font état des éléments suivants concernant les concentrations :

- pour le générateur G1 (compte-rendu de Bureau Veritas du 02/02/2024) : aucun dépassement des VLE pour les paramètres poussières, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et CO. L'ensemble des paramètres mentionnés dans l'arrêté préfectoral n'a pas été analysé. [Rappel G1 ne fonctionne plus qu'au GN (cf. point de constat n° 5)].

- pour le générateur G4 : Aucune mesure réalisée. L'exploitant a indiqué dans son rapport de connaissance de 2021 que le générateur G4 est à l'arrêt.

- pour le générateur G5 (compte rendu de Bureau Veritas du 23/01/2024) : aucun dépassement des VLE pour les paramètres poussières, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et CO. L'ensemble des paramètres mentionnés dans l'arrêté préfectoral n'a pas été analysé. [Rappel G5 ne fonctionne plus qu'au GN (cf. point de constat n° 5)]

- pour le générateur G6 (compte-rendu de Bureau Veritas du 02/02/2024) : aucun dépassement des VLE.

- pour le générateur G7 (compte-rendu de Bureau Veritas du 02/02/2024) : aucun dépassement des VLE.
- pour le générateur G8 (compte rendu de Bureau Veritas du 02/02/2024) : aucun dépassement des VLE.
- Pour le générateur G9 (compte-rendu de Bureau Veritas du 02/02/2024) : aucun dépassement des VLE .

L'exploitant a indiqué que Bureau Veritas s'est basé sur les prescriptions de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 pour la conformité aux valeurs limites d'émission, ce qui peut expliquer que l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'arrêté préfectoral n'a pas fait l'objet d'analyse.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra lors des prochaines analyses, en lien avec le bureau d'étude, intégrer l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'arrêté préfectoral ainsi que dans l'arrêté ministériel et prendre les valeurs limites d'émission les plus restrictives comme référence.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 8 : Quantité maximale rejetée**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/12/2013, article 3.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Quantité maximale rejetée

**Prescription contrôlée :**

Flux en Kg/h	conduit n°1 fuel lourd	conduit n° 4 charbon	conduit n°5 fuel / GN	conduit n°6 bois biomasse	conduit n°7 bois biomasse	conduit n°8 bois biomasse	conduit n°9 gaz naturel
Poussières	0.822	0.975	0.375/0.057	0.36	0.497	0.497	0.116
So2	46.58	65 (charbon)	21.25/0.402	3.6	4.97	4.97	0.350
Nox	12.33	195 charbon	5.625 / 2.587	3.6	4.97	4.97	2.33
CO	2.74	9.75	1.25/1.15	3.6	3.727	3.727	2.33
Cd+ Hg+ Tl et leurs composé	0.00274	0.00325	0.00125/ 0.00115	0.0012	0.00248	0.00248	0.00233

s							
Cd, Hg, Tl et leurs composés (par métal)	0.00137	0.001625	0.000625 / 0.000575	0.0006	0.00124	0.00124	/
As+Se+Te et leurs composés	0.274	0.0325	0.0125/0.0115	0.012	0.0248	0.0248	/
Pb et ses composés	0.274	0.0325	0.0125/0.0115	0.012	0.0248	0.0248	/
Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+ Zn et leurs composés	0.274	0.325	0.125/0.115	0.012	0.0248	0.0248	/
HAP	0.00274	0.00325	0.00125/0.00115	0.0012	0.00248	0.000248	/
COV en carbone total	3.014	3.575	1.375/1.265	1.32	1.242	1.242	/
HCl	/	/	/	/	0.2845	0.2845	/
HF	/	/	/	/	0.12425	0.12425	/
dioxines en mg/h	/	/	/	/	0.002485	0.002485	/
NH3	/	/	/	/	0.497	0.497	/

#### Constats :

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les bilans annuels de la surveillance et des opérations relatifs à l'autosurveillance ainsi que les rapports de mesures des émissions

atmosphériques réalisés par Bureau Veritas pour les années 2021, 2022, 2023.

Ce bilan annuel comporte en annexe les résultats du contrôle annuel devant être effectué par un organisme agréé (Cf. avant dernier alinéa de l'article 8.2.1 de l'arrêté d'autorisation du 11/12/2013). Ces rapports d'analyse pour l'année 2023 font état des éléments suivants concernant les flux :

- pour le générateur G1 (compte-rendu de Bureau Veritas du 02/02/2024) : aucun dépassement des VLE pour les paramètres poussières, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et CO. L'ensemble des paramètres mentionnés dans l'arrêté préfectoral n'a pas été analysé.
- pour le générateur G4 : Aucune mesure réalisée. L'exploitant a indiqué dans son rapport de connaissance de 2021 que le générateur G4 est à l'arrêt.
- pour le générateur G5 (compte rendu de Bureau Veritas du 23/01/2024) : aucun dépassement des VLE pour les paramètres poussières, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et CO. L'ensemble des paramètres mentionnés dans l'arrêté préfectoral n'a pas été analysé.
- pour le générateur G6 (compte rendu de Bureau Veritas du 02/02/2024) : aucun dépassement des VLE ;
- pour le générateur G7 (compte rendu de Bureau Veritas du 02/02/2024) : aucun dépassement des VLE.
- pour le générateur G8 (compte rendu de Bureau Veritas du 02/02/2024) : aucun dépassement des VLE ;
- pour le générateur G9 (compte rendu de Bureau Veritas du 02/02/2024) : aucun dépassement des VLE sauf pour le paramètre NO<sub>x</sub> (valeur moyenne 2,34 kg/h pour une VLE à 2,33 kg/h). L'ensemble des paramètres mentionnés dans l'arrêté préfectoral n'a pas été analysé.

L'exploitant a indiqué que Bureau Veritas s'est basé sur les prescriptions de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 pour la conformité aux valeurs limites d'émission, ce qui peut expliquer que l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'arrêté préfectoral n'a pas fait l'objet d'analyse.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra lors des prochaines analyses, en lien avec le bureau d'étude, intégrer l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'arrêté préfectoral ainsi que dans l'arrêté ministériel et prendre les valeurs limites d'émission les plus restrictives comme référence.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 9 : Rétention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 11/12/2013, article 7.1.11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention

**Prescription contrôlée :**

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité totale des réservoirs associés.

[...]

**Constats :**

Il a pu être constaté lors de la visite, la présence de quelques fûts d'huile usagée dans le bâtiment chaudière biomasse.

L'exploitant a indiqué qu'il s'agit de déchets stockés de manière temporaire et que de ce fait ils n'étaient pas disposés sur rétention.

L'inspection des installations classées tient à rappeler que même les déchets liquides doivent être stockés sur rétention car ceux-ci sont susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit faire évacuer ou mettre sur rétention les fûts d'huile usagée présents au sein du bâtiment chaudière biomasse et transmettre une photographie justifiant de la réalisation de cette action sous un délai de 15 jours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours